La République du Centre, 13 juillet 2013

TERRITOIRE ■ Pas d'autre terrain que le leur pour le rassemblement estival des gens du voyage

Vie et lumière : retour à la case Nevoy

L'État n'a finalement pas respecté la promesse faite en 2012 aux élus et parlementaires : il dit ne pas avoir trouvé de terrain pour cet été.

Pascale Audineau
pascale.audineau@centrefrance.com

Le rassemblement estival de l'association évangélique Vie et lumière se tiendra finalement bien à Nevoy, du 25 août au 1er septembre. C'est ce qu'a révélé hier après-midi le pasteur Joseph Charpentier, information confirmée quelques minutes plus tard par le préfet du Loiret et de la région Centre, Pierre-Etienne Bisch.

Une réunion interministérielle, convoquée vendredi soir et plaçant autour de la même table les ministères de l'Intérieur, de la défense et les services du premier ministre, a tranché : l'État n'a, curieusement, aucun terrain à proposer pour accueillir les pèlerins qui, les années fastes, peuvent être jusqu'à 40.000.

« Le gouvernement a décidé de sanctionner élus et administrés »

En 2011, ceux-ci avaient dû, déjà, se résoudre à revenir en août à Nevoy, sur le vaste terrain appartenant à l'association évangélique, une situation qui avait suscité une levée de boucliers dans le Giennois. Les élus avaient obtenu, quelques mois plus tard, la promesse de Claude Guéant, alors ministre de l'Intérieur, que l'événement ne se reproduirait pas et que l'État s'engagerait à trouver un site, chaque été, aux gens du voyage.

Hier, le pasteur Joseph Charpentier ne cachait pas sa déception : « Le gouvernement ne sait pas prendre ses responsabilités. J'ai fait ma demande de terrain le 15 janvier et mercredi encore, Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, m'a laissé entendre qu'une solution serait trouvée. Et vendredi soir, à 18 heures, on nous dit que nous devons retourner à Nevoy ! Je ne comprends pas. »

C'est également l'incompréhension qui domine chez les élus du Giennois. Jeudi, Michel Beneuvaert, maire de Nevoy, Patrick Chierico, maire de Gien, et Christian Bouleau, président de la communauté des communes giennoises, avaient officiellement demandé à l'État de respecter ses engagements.

« Je suis plus que tristement désolé et très, très déçu du comportement du gouvernement qui, visiblement, n'entend pas les élus locaux. En l'en veux plus au gouvernement qu'aux services de la préfecture ou à Vie et lumière. Joseph Charpentier a toujours fait part de sa volonté de ne pas revenir à Nevoy. Avec Christian Bouleau et Michel Beneuvaert, soutenus par quelques parlementaires, nous avons fait ce que nous avons pu mais le gouvernement a décidé de sanctionner les élus et les administrés », déplorait hier Patrick Chierico.

Même déception chez le député Claude de Ganay : « Depuis janvier, l'État a laissé pourrir la situation. Depuis 26 ans, il y avait toujours des rotations pour le grand rassemblement d'août, sachant que le Giennois accueille déjà celui du printemps. Et là, personne ne répond plus aux interrogations de Vie et lumière : cela montre qu'il n'y a pas de capitaine dans le bateau ! C'est un déni de décision politique. C'est scandaleux de la part de l'État qui sert ses copains et ne veut pas les vexer en organisant un rassemblement près de chez eux ! »

Le sénateur socialiste Jean-Pierre Sueur, qui a énormément travaillé ces derniers jours sur le sujet, multipliant les rencontres au ministère de l'Intérieur et à Matignon, exprimait hier sa surprise : « J'apprenais que des interrogations existaient quant au site du "grand rassemblement" de cet été, j'ai pris contact personnellement avec le Premier ministre, le ministre de l'Intérieur ainsi qu'avec leurs directeurs de cabinet respectifs. J'ai aussi pris contact avec la Présidence de la République. J'ai exposé avec beaucoup d'insistance les efforts accomplis pour que le "grand rassemblement" du printemps se passe dans des conditions satisfaisantes ainsi que les risques réels d'incompréhension auxquels on pourrait se heurter si l'engagement pris n'était pas respecté. En dépit de mes nombreuses démarches, la décision rendue publique ce lundi a été prise. Je déplore pour ma part que l'engagement de l'État n'ait pas été respecté. »

Pourquoi l'État n'a-t-il pas tenu sa promesse ? Sans doute parce que le terrain de Nevoy appartient à l'association Vie et lumière et qu'il est plus simple que le rassemblement s'y tienne. Surtout à l'approche d'échéances électorales d'importance... ■

PRÉCÉDENT. En août 2013, le rassemblement estival s'était déjà tenu à Nevoy et un important dispositif mis en place. ARCHIVES

.

Phoca PDF